

Il n'y a, apparemment, aucun enregistrement des réunions du côté soviétique. Les cassettes de Kennedy représentent une occasion unique d'observer l'action d'un président pendant l'un des moments les plus critiques de la guerre froide. D'autres présidents ont eu à gérer d'autres crises graves, mais jamais avant, ni depuis, l'espèce humaine n'a été à ce point en danger le temps de quelques courtes semaines d'intenses négociations, et, jamais avant, ni depuis, de telles discussions secrètes n'ont été enregistrées et préservées. Avec la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, la crise de Cuba restera, espérons-le, la seule épreuve de force nucléaire entre deux superpuissances.

On ne saura jamais exactement pourquoi le président Kennedy a fait installer le premier système d'enregistrement de la Maison Blanche. Evelyn Lincoln, la secrétaire personnelle de JFK, se rappelle qu'à l'époque de l'affaire de la baie des Cochons, en 1961, le président ne décolérait pas d'entendre certains de ses conseillers prétendre s'y être opposés alors qu'ils avaient approuvé l'opération pendant les réunions. Elle a également toujours affirmé que le président voulait simplement des enregistrements précis pour ses futurs mémoires. Robert Bouck, l'agent des Services secrets qui a installé le système, a déclaré que le président lui avait demandé d'installer l'appareil mais sans lui expliquer pourquoi. Il semble raisonnable de penser que Kennedy souhaitait effectivement avoir des enregistrements pour les mémoires qu'il se proposait d'écrire à la fin de son mandat à la Maison Blanche. Cependant, cela n'explique pas pourquoi JFK a commencé à enregistrer seulement en 1962, plus d'un an après la baie des Cochons.

Bouck installe le système d'enregistrement dans le bureau Ovale et la salle du Conseil au début de l'été 1962. L'appareil lui-même se trouve dans le sous-sol de la Maison Blanche. Le président n'y a pas directement accès, il ne peut pas appuyer sur les touches marche, arrêt ou rembobinage. La seule chose

qu'il peut faire, c'est de mettre en marche ou d'éteindre le système à l'aide d'un interrupteur dissimulé dans un porte-plume sur son bureau, dans un serre-livres près de son fauteuil favori, ou sous une table en face de son bureau. Dans la salle du Conseil, l'interrupteur est sous la table de conférence, à la place habituelle de JFK. Les microphones du bureau Ovale sont cachés sous le plateau du bureau, dans l'espace pour les genoux, et sous la table au milieu de la pièce ; ceux de la salle du Conseil se trouvent dans le mur directement derrière le siège de Kennedy, à la place d'anciens luminaires. Plus tard, un système Dictaphone indépendant est ajouté dans le bureau Ovale et peut-être également dans la chambre à coucher du président pour enregistrer les conversations téléphoniques.

Bouck et un autre agent s'assurent du bon fonctionnement de l'ensemble et remplacent les bandes quand nécessaire. La durée d'enregistrement d'une cassette étant seulement de deux heures, Bouck améliore le système en y ajoutant un deuxième appareil de secours qui s'active automatiquement une fois la bande du premier terminée. Les agents mettent ensuite les cassettes sous enveloppe cachetée et les donnent à Evelyn Lincoln pour archivage.

Le 22 novembre 1963, à la confirmation de la mort du président à Dallas, Robert Kennedy le jeune frère de JFK alors ministre de la Justice, ordonne à Bouck de déconnecter le système. Deux cent quarante-huit heures de réunions et douze heures de conversations téléphoniques sont finalement déposées à la bibliothèque John F. Kennedy. Entre 1997 et 2001, les quarante-trois heures d'enregistrement allant du 16 octobre 1962, jour de la première réunion du comité exécutif au 20 novembre 1962, date de la levée du blocus naval de Cuba, sont progressivement déclassifiées.

Puisque le système d'enregistrement de Kennedy est activé manuellement (et non automatiquement par la voix comme celui

de Nixon), il faut compter avec les erreurs et les négligences humaines. JFK enregistre parfois des discussions sans intérêt, mais n'a pas activé le système lors de sa confrontation avec le ministre des Affaires étrangères soviétique Andrei Gromyko le 18 octobre ou encore lors de la réunion décisive, avec sept membres de l'ExComm dans la soirée du 27 octobre. Souvent, il se souvient d'allumer l'appareil alors que la réunion a déjà commencé et parfois oublier de l'éteindre à la fin, l'enregistrement continuant jusqu'à la fin de la cassette. Sur l'une des bandes, on entend ainsi l'équipe d'entretien de la Maison Blanche en train de nettoyer la salle après une réunion...

Comme les frères Kennedy connaissaient l'existence de ce système, certains ont critiqué la valeur historique de ces cassettes, arguant que les Kennedy pouvaient manipuler le résultat pour glorifier leur rôle historique. « Les enregistrements [de JFK] mentent par leur nature même, soutient l'un des commentateurs. Ils montrent les frères Kennedy, au fait des enregistrements, parlant pour l'Histoire – tandis que leurs collègues, ignorant la présence du dispositif, pensent à haute voix, se contredisent, agissent comme agissent d'honnêtes hommes pendant une crise. » Ces cassettes « ne représentent pas l'histoire brute et vraie », JFK pouvait « transformer les réunions en une mascarade – moitié histoire-en-train-de-se-faire moitié construction-de-mon-image et, preuve absolue de la tromperie... il arrêtait l'enregistrement aux moments clefs¹ ».

Ces arguments sont absurdes. On peut envisager de manipuler une conversation téléphonique entre deux personnes sachant qu'elle est enregistrée. Mais c'est impossible lors d'une réunion avec une quinzaine de participants soumis à un stress et une tension considérables. Certes, JFK pouvait démarrer et arrêter l'enregistrement dans la salle du Conseil mais il n'avait

1. William Safire, New York Times, 12 octobre 1997.

pas accès aux commandes nécessaires pour sélectionner les conversations à enregistrer. Et quand bien même il l'aurait fait, comment aurait-il pu le faire à l'insu des personnes présentes ? Il n'y avait pas de pupitre de contrôle, et même s'il y en avait eu un, il aurait dû mettre sa tête sous la table de conférence pour le manipuler.

De toute façon, JFK n'a jamais pensé une seconde que le public aurait un jour accès à ces bandes. Il les considérait comme sa propriété personnelle, ce qu'elles étaient légalement à cette époque. Il ne pouvait prévoir la *Freedom of Information Act* (loi sur l'accès à l'information), l'affaire du Watergate et la *Presidential Records Act* (loi sur les documents présidentiels), qui ont finalement mené à la divulgation de ces documents confidentiels. Il aurait eu la possibilité de choisir ce qu'il gardait lors de l'écriture de ses mémoires, écartant tout ce qui concernait la sécurité nationale et toutes les conversations potentiellement embarrassantes, politiquement ou personnellement (notamment au téléphone). Pourquoi aurait-il eu besoin de contrôler le contenu des enregistrements quand il était certain que ni les historiens ni le public ne les écouterait jamais à moins que lui-même ou ses descendants ne l'autorisent ?

Les enregistrements du Watergate confirment d'ailleurs ce dernier argument : le président Nixon savait qu'il était enregistré et, pourtant, il n'essaya jamais de contrôler ses paroles. Au contraire, il tenait sans arrêt des propos compromettants. Pourquoi ? Parce que même au plus fort de l'enquête, il n'a jamais imaginé qu'il serait un jour contraint par la justice à rendre publics ces documents confidentiels.

Et enfin – et il faut bien garder cela en mémoire –, JFK et les autres protagonistes de la crise de Cuba *ignoraient quelle serait l'issue de cette crise alors qu'ils tentaient de la résoudre*. Même si le président avait essayé de « poser » pour l'Histoire, comment aurait-il pu savoir quelle attitude serait jugée favorablement par

les historiens ? Que ce serait-il passé, par exemple, si, comme les chefs d'États-Majors américains le craignaient, les Soviétiques avaient riposté au blocus par des bombardements sur la Floride ou par le lancement sur les États-Unis des missiles nucléaires cubains ? Les historiens d'aujourd'hui écouteraient toujours les mêmes cassettes (en supposant qu'il y ait toujours des cassettes et des historiens...), mais avec une tout autre perspective. Ce sont alors les chefs militaires qui auraient eu raison : le blocus, comme ils l'avaient affirmé, se serait avéré être une réponse inadéquate, insuffisante, et l'option des frappes aériennes pour neutraliser les sites de lancement et les aérodromes – on attribue aujourd'hui à Kennedy le mérite de s'être opposé à ces frappes – aurait été considérée en fin de compte comme la meilleure des solutions. *Si l'issue de la crise avait été différente, ces cassettes auraient été interprétées différemment, et auraient montré que Kennedy avait été terriblement naïf et négligent – et non habile diplomate.*

L'attitude de Robert Kennedy est significative à cet égard. En effet, RFK connaissait également l'existence des microphones, et pourtant il était généralement du côté des «faucons» pendant les réunions, partisan de la ligne dure qui prônait le renversement de Fidel Castro et entendait montrer aux Soviétiques la puissance des États-Unis. Quand, en 1968, au moment de sa campagne présidentielle, il décide d'écrire le récit de la crise de Cuba, il minimise son soutien à la ligne dure, et se peint en un homme conciliateur et pacifiste. Ce n'est *qu'une fois* la crise résolue que RFK sait que l'option «colombe» était politiquement gagnante et serait plus en phase avec une nation alors profondément divisée par la guerre du Vietnam. Pas plus que JFK, il ne pouvait manipuler son image puisque ni l'un ni l'autre ne savait ce qui allait se passer le lendemain ni même l'heure suivante. Les cassettes bouleversent notre perception de la crise. L'ExComm n'a pas prodigué de sages conseils qui

auraient guidé JFK vers une solution pacifique. Au contraire, il apparaît que Kennedy passe outre ses conseillers qui prônent l'usage de la force et, finalement, impose un accord secret en forme de compromis.

JFK savait que l'Histoire n'est pas une pièce de théâtre. Il n'y a pas de scénario écrit d'avance. Comme il le dit au Comité exécutif au moment où le blocus naval de Cuba est mis en place, «ce qu'on est en train de faire, c'est de jeter une carte sur la table dans un jeu dont on ne connaît pas les règles».